



Direction générale  
de l'enseignement  
scolaire

Service des  
Enseignements et  
des formations

Sous-direction  
des écoles, des collèges et  
des lycées généraux et  
technologiques

Bureau des  
Programmes  
d'enseignement

## Note de présentation

**Objet : Projet d'arrêté fixant les aménagements apportés aux programmes de sciences économiques et sociales des classes de première et terminale de la série ES**

Les aménagements apportés par ce projet de texte visent un allègement permettant aux professeurs de disposer d'un temps suffisant pour traiter l'ensemble des thèmes et des questions du programme d'enseignement spécifique de sciences économiques et sociales en classe de première et en classe terminale et des programmes des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques de la série économique et sociale en classe terminale.

Les dispositions du présent arrêté sont prévues pour une application à la rentrée de l'année scolaire 2013.

# **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'éducation nationale

NOR :

## **ARRÊTÉ du**

### **Projet d'arrêté fixant les aménagements apportés aux programmes de sciences économiques et sociales des classes de première et terminale de la série ES**

#### **Le ministre de l'éducation nationale**

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2010 fixant le programme d'enseignement spécifique de sciences économiques et sociales en classe de première de la série économique et sociale ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2011 fixant le programme d'enseignement spécifique de sciences économiques et sociales et le programme des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques de la série économique et sociale en classe terminale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation du

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les modifications apportées à l'annexe de l'arrêté du 21 juillet 2010 susvisé sont fixées par l'annexe 1 du présent arrêté.

### **Article 2**

Les modifications apportées à l'annexe de l'arrêté du 12 juillet 2011 susvisé sont fixées par l'annexe 2 du présent arrêté.

### **Article 3**

Les dispositions du présent arrêté entrent en application à la rentrée de l'année scolaire 2013-2014.

#### **Article 4**

Le directeur général de l'enseignement scolaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait le

Pour le ministre et par délégation,  
Le directeur général de l'enseignement scolaire

Jean- Paul Delahaye

**Annexe 1 – Modifications du programme de sciences économiques et sociales – Classe de première de la série économique et sociale – Enseignement spécifique**

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
Science économique (Durée indicative : 90 heures)		
<b>1. Les grandes questions que se posent les économistes</b>		
<b>1.1 Dans un monde aux ressources limitées, comment faire des choix ?</b>	Utilité, contrainte budgétaire, prix relatif	À partir d'exemples simples (choix de forfaits téléphoniques, formule « à volonté » dans la restauration, utilité de l'eau dans divers environnements, etc.), on introduira les notions de rareté et d'utilité marginale, en insistant sur la subjectivité des goûts. On s'appuiera sur une représentation graphique simple de la contrainte budgétaire pour caractériser les principaux déterminants des choix, sans évoquer les courbes d'indifférence. Il s'agit d'illustrer la démarche de l'économiste qui modélise des situations dans lesquelles les individus sont confrontés à la nécessité de faire des choix de consommation ou d'usage de leur temps (par exemple).
<b>1.2 Pourquoi acheter à d'autres ce que l'on pourrait faire soi-même ?</b>	Échange marchand, spécialisation, gain à l'échange	On montrera que l'échange permet de mettre à profit les différences entre individus et entre nations. On introduira, à partir d'exemples simples d'échanges entre individus (l'avocate et son secrétaire selon Samuelson), les notions d'avantage absolu et d'avantage comparatif, afin de montrer que l'échange engendre des gains dont la répartition peut être inégale et qu'il favorise la division du travail. En s'interrogeant sur les raisons qui conduisent à se procurer sur le marché ce que l'on pourrait faire soi-même (plats cuisinés, services à domicile, etc.) ou à acheter à l'étranger ce que l'on pourrait produire chez soi, on mettra en évidence les avantages (compétitivité des entreprises ou variété des biens et services notamment) du développement des échanges, notamment entre nations.
<b>1.2 Que produit-on et comment le mesure-t-on ?</b>	Production marchande et non marchande, valeur ajoutée	On sensibilisera les élèves à la diversité des modes de production des biens et services et de leur mise à la disposition des consommateurs. On s'intéressera aux problèmes posés par la mesure de la valeur ajoutée.
<b>1.3 Comment répartir les revenus et la richesse ?</b>	Salaire, profit, revenus de transfert	La production engendre des revenus qui sont répartis entre les agents qui y contribuent par leur travail ou leur apport en capital. On introduira la distinction entre cette répartition primaire des revenus et la répartition secondaire qui résulte des effets de la redistribution.
<b>1.4 Quels sont les grands équilibres macroéconomiques ?</b>	Équilibre emplois/ressources	La mesure et l'analyse de l'activité d'une économie nationale et de ses principales composantes seront présentées simplement. On présentera l'équilibre emplois-ressources, en économie ouverte, et on pourra évoquer les sources de possibles déséquilibres.

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
<b>2. La production dans l'entreprise</b>		
<b>2.1 Comment l'entreprise produit-elle ?</b>	Facteurs de production, coûts (total, moyen et marginal), recettes (totale, moyenne, marginale), productivité, loi des rendements décroissants	Après avoir présenté la diversité des entreprises, on montrera que les choix du producteur portent à la fois sur la combinaison des facteurs de production et sur le volume de la production. On introduira les notions clés de l'analyse de la production de l'entreprise, notamment la loi des rendements décroissants. <b>On montrera l'utilité pour l'entreprise d'instruments de suivi de son activité et de ses résultats en présentant une structure simplifiée du compte de résultat et du bilan.</b>
<b>2.2 Comment évaluer la performance de l'entreprise ?</b>	Compte de résultat, bilan	On présentera une structure simplifiée du compte de résultat et du bilan de l'entreprise pour préciser le sens des principales notions comptables. On montrera l'utilité pour l'entreprise d'instruments de suivi de son activité et de ses performances, économique, financière, sociale, environnementale, et l'intérêt d'une comptabilité patrimoniale telle que le bilan comptable, dont on se contentera de présenter la structure générale. On pourra faire également référence à l'existence du bilan social et du bilan carbone.

### 3. La coordination par le marché

3.1 Qu'est-ce qu'un marché ?	Institutions marchandes, droits de propriété	On présentera la diversité des marchés concrets (depuis les foires du Moyen Âge jusqu'aux achats en ligne ; les marchés des biens, des services, des actifs, du travail, etc.). On montrera que le fonctionnement des marchés nécessite des règles de droit, qui déterminent notamment qui possède quoi, et ce qui peut être ou non échangé. On montrera que le marché suppose notamment l'existence d'institutions et de conventions (par exemple, marchandage, achat à l'unité ou en nombre, enchères, etc.). On expliquera en quoi les droits de propriété (y compris les droits d'auteur, brevets, marques, etc.) sont au fondement de l'échange. <del>On évoquera l'existence de droits sociaux et humains et</del> On s'interrogera sur les limites de l'échange marchand (existence de commerces illicites, brevetabilité du vivant, interdiction du commerce d'organes, etc.).
------------------------------	--	--

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
3.2 Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?	Offre et demande, prix et quantité d'équilibre, preneur de prix, rationnement, surplus, <b>gains à l'échange</b> , allocation des ressources	On s'attachera à mettre en évidence les déterminants des comportements des agents, offreurs et demandeurs, puis on procédera à la construction des courbes d'offre et de demande et à l'analyse de la formation de l'équilibre sur un marché de type concurrentiel. La modification des conditions d'offre ou de demande permettra de montrer comment s'ajustent, dans le temps, prix et quantités d'équilibre. On étudiera les réactions de l'acheteur aux changements des incitations (augmentation du prix du tabac, de la fiscalité sur les carburants, prime à la casse sur le marché de l'automobile, etc.). L'étude de la notion de surplus et de son partage entre acheteurs et vendeurs permettra d'illustrer graphiquement les gains de l'échange. On fera apparaître l'existence de situations de rationnement lorsque le prix est fixé, quelle qu'en soit la raison, à un autre niveau que celui qui équilibre le marché (files d'attente, réglementation des loyers, pénuries de places pour des rencontres sportives ou les spectacles, etc.).
3.3. Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?	Pouvoir de marché, oligopole, monopole	On soulignera le caractère très particulier du marché concurrentiel et on introduira la notion de structures de marché. Sans aucun recours à la formalisation et à l'aide d'exemples (monopole dans le domaine de l'électricité ou du transport, situations de concurrence monopolistique engendrées par l'innovation ou la différenciation des produits, oligopoles dans les domaines de l'automobile, des composants électroniques, etc.), on montrera que les vendeurs mettent en œuvre des stratégies susceptibles de renforcer leur pouvoir de marché (positionnement et marketing des produits, ententes entre vendeurs, guerres de prix, création de demande captive, etc.). On pourra s'interroger sur les conditions favorisant ces structures non concurrentielles et sur le rôle des pouvoirs publics dans la régulation de la concurrence.
3.4 Quelles sont les principales défaillances du marché ?	Asymétries d'information, externalités, biens collectifs	On montrera qu'en situation d'information asymétrique, on constate l'existence d'équilibres avec rationnement voire l'absence de marché (marché des voitures d'occasion, marchés des professionnels de santé et des avocats, marché de l'assurance, etc.). Les diverses manières de produire et de diffuser de l'information - labellisation, publicité, comparateurs de prix, magazines de consommateurs, etc. - pourront être évoquées, de même que la réglementation publique sur l'information.  En s'appuyant sur des exemples, on montrera aussi que les marchés peuvent être défaillants dans le domaine de l'allocation des ressources en présence de biens collectifs ou d'externalités (pollution, éclairage public, pollinisation par les abeilles, etc.).

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
<b>4. La monnaie et le financement</b>		
4.1 À quoi sert la monnaie ?	Fonctions de la monnaie,	Par contraste avec des situations d'échange non

	formes de la monnaie	monétisé, on mettra en évidence les avantages de la monnaie et les fonctions qu'elle remplit. On évoquera les formes qu'elle revêt et on expliquera (en prenant comme exemple le paiement par carte bancaire) comment fonctionnent les systèmes de paiement dématérialisés dans les économies contemporaines.
<b>4.2 Comment l'activité économique est-elle financée ?</b>	Autofinancement, financement direct/indirect, taux d'intérêt, risque de crédit	Les choix de financement des agents économiques seront présentés de manière élémentaire. <del>La notion de crédit sera illustrée par une présentation de différentes formes de prêt, on s'appuyant sur des exemples : prêts à taux fixe, prêts à taux variable, échéance des prêts.</del> On montrera que le taux d'intérêt est à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur et qu'il varie en fonction du risque associé au crédit. On pourra illustrer ce mécanisme à partir de l'exemple des crises des dettes publiques. On distinguera le financement intermédié et le financement direct. Dans la procédure de financement par appel au marché, on présentera les grandes catégories de titres émis et échangés (actions, obligations) ainsi que leur mode de rémunération (dividende, intérêt).
<b>4.3 Qui crée la monnaie ?</b>	Masse monétaire, marché monétaire, banque centrale, prêteur en dernier ressort	On présentera, à l'aide d'exemples simples, le processus de création monétaire par les banques commerciales (« les crédits font les dépôts »). On montrera le rôle central du marché monétaire. <del>On citera</del> <b>On pourra citer</b> les autres sources de la création monétaire (créances sur le Trésor et devises). Pour ce faire, on définira la banque centrale comme la « banque des banques » et on montrera l'importance de son rôle pour assurer la liquidité (notamment lors des crises de confiance) et préserver le pouvoir d'achat de la monnaie.
<b>5. Régulations et déséquilibres macroéconomiques</b>		
<b>5.1 Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?</b>	Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation)	En faisant référence aux défaillances de marché étudiées précédemment et à la possibilité de déséquilibres macroéconomiques, on étudiera les fonctions de régulation économique de la puissance publique en insistant sur l'importance du cadre réglementaire dans lequel s'exercent les activités économiques. On présentera brièvement les principaux niveaux d'intervention (notamment européen, national et local).
<b>5.2 Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?</b>	Prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique	On décrira la structure du budget de l'État et de l'ensemble des administrations publiques, en donnant des ordres de grandeur. On insistera sur les notions de production non marchande et de prélèvements obligatoires. <del>On introduira, à l'aide d'un exemple simple, la notion d'incidence fiscale.</del> On montrera, à l'aide d'exemples (fiscalité écologique, crédit d'impôt pour les aides à domicile ou pour les dons aux associations, etc.) qu'en changeant les prix relatifs ou les rémunérations nettes, les impôts et taxes modifient les incitations des agents.
<b>5.3 Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?</b>	Demande globale, inflation, chômage, déséquilibre extérieur	<del>On présentera les principaux déséquilibres macroéconomiques et leurs instruments de mesure. On montrera comment ils sont liés à la dynamique de la demande globale. Cette première approche des déséquilibres macroéconomiques sera inscrite dans la perspective européenne et globale, permettant d'évoquer les interdépendances entre économies nationales.</del>
<b>5.4 Quelles politiques conjoncturelles ?</b>	Politique budgétaire, politique monétaire	En s'appuyant sur les développements du point 5.2, on montrera comment les pouvoirs publics peuvent utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres. En se référant au point 4.3, on présentera également

		les moyens d'action des banques centrales (notamment de la Banque centrale européenne) et leur rôle dans la régulation conjoncturelle de l'activité économique.
<b>5.3 Quelles politiques conjoncturelles ?</b>	<b>Demande globale, inflation, chômage, déséquilibre extérieur, politique budgétaire, politique monétaire</b>	<b>On présentera les principaux déséquilibres macroéconomiques et leurs instruments de mesure. On montrera comment ils sont liés à la dynamique de la demande globale. En s'appuyant sur les développements du point 5.2, on montrera comment les pouvoirs publics peuvent utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres. En se référant au point 4.3, on présentera également les moyens d'action des banques centrales (notamment la Banque centrale européenne) et leur rôle dans la régulation conjoncturelle de l'activité économique.</b>

Sociologie générale et sociologie politique (Durée indicative : 60 heures)

## 1. Les processus de socialisation et la construction des identités sociales

<b>1.1 Comment la socialisation de l'enfant s'effectue-t-elle ?</b>	Normes, valeurs, rôles, socialisation différentielle	On étudiera les processus par lesquels l'enfant construit sa personnalité par l'intériorisation/ incorporation de manières de penser et d'agir socialement situées. On s'interrogera sur les effets possiblement contradictoires de l'action des différentes instances de socialisation (famille, école, groupe des pairs, média). On mettra aussi en évidence les variations des processus de socialisation en fonction des milieux sociaux et du genre, en insistant plus particulièrement sur la construction sociale des rôles associés au sexe.
<b>1.2 De la socialisation de l'enfant à la socialisation de l'adulte : continuité ou ruptures ?</b>	Socialisation primaire/secondaire, socialisation anticipatrice	On se demandera en quoi le processus de socialisation secondaire (conjugale, professionnelle, etc.) est lié aux conditions et aux effets de la socialisation primaire. On montrera également que la socialisation, aux différents âges de la vie, fait se succéder des phases de transition et des processus de restructuration de l'identité sociale.

Thèmes	Notions	Indications complémentaires
<b>2. Groupes et réseaux sociaux</b>		
<b>2.1 Comment les individus s'associent-ils pour constituer des groupes sociaux ?</b>	Groupes primaire /secondaire, groupes d'appartenance/de référence	On distinguera les groupes sociaux, caractérisés par l'existence d'interactions (directes ou indirectes) entre leurs membres et la conscience d'une appartenance commune (familles, collectifs de travail, associations, etc.), <del>des simples agrégats physiques (par exemple une file d'attente ou le public d'un spectacle) ou des</del> catégories statistiques (PCS, groupes d'âge, etc.). On montrera que les groupes sociaux se différencient en fonction de leur taille, de leur rôle, de leur mode de fonctionnement et de leur degré de cohésion. On évoquera les situations où les individus prennent comme référence un autre groupe que celui auquel ils appartiennent.
<b>2.2 Comment la taille des groupes influence-t-elle sur leur mode de fonctionnement et leur capacité d'action ?</b>	Groupe d'intérêt, passager clandestin, incitations sélectives	On montrera que les modes de relations interpersonnelles au sein d'un groupe de petite taille sont fondamentalement différents des modes de relations impersonnelles dans les grands groupes. On s'interrogera sur les effets d'une augmentation de la taille d'un groupe sur son mode d'organisation et sa capacité à se mobiliser pour promouvoir les intérêts de ses membres (associations, syndicats, partis politiques).
<b>2.2 Comment les réseaux sociaux fonctionnent-ils ?</b>	Capital social, <del>formes de</del> sociabilité	On montrera que les réseaux sociaux constituent une forme spécifique de coordination entre acteurs et de sociabilité (réseaux internet, associations d'anciens élèves, etc.). On pourra présenter quelques exemples très simples de structuration de réseaux sans entrer dans la théorie des graphes. On s'intéressera surtout au rôle

		des réseaux en matière de recherche d'emploi en discutant plus particulièrement la thèse de « la force des liens faibles ».
<b>3. Contrôle social et déviance</b>		
<b>3.1 Comment le contrôle social s'exerce-t-il aujourd'hui ?</b>	Contrôle social formel/ informel, stigmatisation, dissuasion	On s'interrogera sur l'évolution des formes du contrôle social dans les sociétés modernes et sur leurs effets. On montrera qu'au fur et à mesure que les relations sociales deviennent plus impersonnelles, le contrôle social par des instances spécialisées tend à prédominer sur le contrôle informel exercé par les groupes primaires. <del>On s'interrogera</del> <b>On pourra s'interroger</b> également sur les effets produits par le recours à des formes de contrôle social prenant appui sur les ressources des nouvelles technologies.
<b>3.2 Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?</b>	Déviance primaire/déviance secondaire, anomie	On définira la déviance comme une transgression des normes et on montrera qu'elle peut revêtir des formes variées selon les sociétés et, en leur sein, selon les groupes sociaux. On analysera la déviance comme le produit d'une suite d'interactions sociales qui aboutissent à « étiqueter » certains comportements comme déviants et, en tant que tels, à les sanctionner. On montrera que les comportements déviants peuvent aussi s'expliquer par des situations d'anomie.
<b>3.3 Comment mesurer le niveau de la délinquance ?</b>	Chiffre noir de la délinquance, enquête de victimation	On précisera que la délinquance n'est qu'une forme particulière de déviance : celle qui fait l'objet d'une sanction pénale. On s'intéressera aux modes de construction des statistiques produites par la police et la justice. On confrontera ces données avec celles que révèlent les enquêtes de victimation.
<b>4. Ordre politique et légitimation</b>		
<b>4.1 Pourquoi un ordre politique ?</b>	État, État-nation, souveraineté	On mettra en évidence <del>les raisons historiques de</del> l'avènement d'un ordre politique distinct des ordres économiques, sociaux et culturels. On pourra prendre l'exemple de l'évolution de l'État dans le monde occidental. On apprendra aux élèves à distinguer la construction étatique et la construction nationale.
<b>4.2 Quelles sont les formes institutionnelles de l'ordre politique ?</b>	État de droit, État unitaire/ fédéral, démocratie représentative/participative	On familiarisera les élèves au vocabulaire juridique et politique qui permet de distinguer les formes étatiques et de préciser le contexte institutionnel dans lequel elles se sont développées. À partir d'exemples contemporains, on sensibilisera aussi les élèves à l'émergence de nouvelles formes de participation politique et de légitimation démocratique.
<b>4.3 Comment analyser la diversité des cultures politiques et des formes de citoyenneté ?</b>	Citoyenneté, droits civiques	<del>On s'interrogera sur le caractère central de l'idée de</del> citoyenneté (statut juridique mais aussi social porteurs d'obligations et de droits) en montrant qu'elle s'inscrit dans un environnement culturel et social spécifique. <del>On pourra comparer, par exemple, le modèle français républicain à d'autres modèles comme ceux de la</del> citoyenneté européenne ou américaine.
Regards croisés (20h)		
<b>Entreprise, institution, organisation</b>		
<b>Comment les rapports sociaux s'organisent-ils au sein de l'entreprise ?</b>	Hiérarchie, coopération, conflit	On montrera comment l'entreprise constitue un mode de coordination des actions par la hiérarchie. On mettra aussi en évidence comment coopération et conflits s'entremêlent dans la production de l'action collective. On mobilisera pour cela les apports de la science économique (économie de la firme) et de la sociologie (mobilisation et logiques d'acteurs).
<b>Quels modes d'organisation pour l'entreprise ?</b>	Coûts de transaction, gouvernance d'entreprise, relation d'agence, bureaucratie	<del>On étudiera l'entreprise en tant qu'organisation (aux sens</del> économique et sociologique) susceptible de fonctionner selon un modèle bureaucratique, lui-même en débat ; on l'envisagera aussi en tant que lieu de confrontation des intérêts et des valeurs de diverses parties prenantes : salariés, managers, propriétaires du capital.



Thèmes	Notions	Indications complémentaires
<b>Action publique et régulation</b>		
<b>Comment l'État-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?</b>	Solidarité, désaffiliation, disqualification sociale	On montrera comment l'État social contribue, à travers la définition de droits sociaux et la mobilisation d'instruments divers, à favoriser la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté, l'exclusion et les discriminations. <del>On insistera notamment sur la diversité des régimes d'État-providence et sur leurs mutations contemporaines</del>
<b>Comment un phénomène social devient-il un problème public ?</b>	Agenda politique, action publique	On présentera une première approche de la construction des politiques publiques par l'interaction de divers acteurs (lutte contre l'échec scolaire, l'illettrisme, le tabagisme, la délinquance routière, etc.). On montrera comment la définition des problèmes publics et leur inscription à l'agenda politique sont un enjeu de conflit et un objet de coopération

### **Savoir-faire applicables aux données quantitatives et aux représentations graphiques**

L'enseignement des sciences économiques et sociales en classe de première doit conduire à la maîtrise de savoir-faire quantitatifs, ce qui implique à la fois calcul et lecture (c'est-à-dire interprétation) des résultats. Les calculs ne sont jamais demandés pour eux-mêmes, mais pour exploiter des documents statistiques travaillés en classe ou pour présenter sous forme graphique une modélisation simple des comportements économiques, sociaux ou politiques.

- Calculs de proportion et de pourcentages de répartition
- Moyenne arithmétique simple et pondérée, médiane
- Lecture de représentations graphiques : diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques
- Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indice simple
- Lecture de tableaux à double entrée
- Évolution en valeur et en volume
- Représentation graphique de fonctions simples (offre, demande, coût) et interprétation de leurs pentes et de leurs déplacements
- Notion d'élasticité comme rapport d'accroissements relatifs. Notions d'élasticité-prix de la demande et de l'offre, d'élasticité-revenu de la demande, ~~d'élasticité de court terme et d'élasticité de long terme~~

**Annexe 2 – Modifications des programmes de l'enseignement spécifique de sciences économiques et sociales et des enseignements de spécialité économie approfondie et sciences sociales et politiques  
Classe terminale de la série économique et sociale**

**ENSEIGNEMENT SPÉCIFIQUE**

**Science économique (durée indicative : 80 heures)**

**1. Croissance, fluctuations et crises**

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>1.1 Quelles sont les sources de la croissance économique ?</b>	PIB, IDH, investissement, progrès technique, croissance endogène, productivité globale des facteurs, facteur travail, facteur capital.	<p>En s'appuyant sur le programme de première, on s'interrogera sur l'intérêt et les limites du PIB <del>comme mesure de l'activité économique.</del> <del>On montrera que le PIB ne reflète pas l'évolution du niveau de vie des populations et qu'il convient de se référer à d'autres indicateurs.</del> L'étude de séries longues permettra de procéder à des comparaisons internationales. À partir d'une présentation simple de la fonction de production, on exposera la manière dont la théorie économique analyse le processus de croissance. On fera le lien entre la productivité globale des facteurs et le progrès technique et on introduira la notion de croissance endogène en montrant que l'accumulation du capital, sous ses différentes formes <del>(physique, technologique et immatériel, humain et public)</del> participe à l'entretien de la croissance. <del>On soulignera que la croissance économique, loin d'être harmonieuse et continue, est le plus souvent la résultante d'un processus de destruction créatrice.</del> En liaison avec l'innovation, On mettra l'accent sur le rôle des institutions et des droits de propriété. <b>Acquis de première</b> : facteurs de production, production marchande et non marchande, valeur ajoutée, productivité, institutions, droits de propriété, externalités.</p>
<b>1.2 Comment expliquer l'instabilité de la croissance ?</b>	Fluctuations économiques, crise économique, désinflation, <del>croissance potentielle,</del> dépression, déflation.	<p>L'observation des fluctuations économiques permettra de mettre l'accent sur la variabilité de la croissance et sur l'existence de périodes de crise. On présentera les idées directrices des principaux schémas explicatifs des fluctuations (chocs d'offre et de demande, cycle du crédit), en insistant notamment sur les liens avec la demande globale. <del>En faisant référence au programme de première, on rappellera le rôle des politiques macro-économiques (nationales et européennes) dans la gestion des fluctuations conjoncturelles.</del> On analysera les mécanismes cumulatifs susceptibles d'engendrer déflation et dépression économique et leurs conséquences sur le chômage de masse. <b>Acquis de première</b> : inflation, <del>politique monétaire, politique budgétaire, politique conjoncturelle,</del> chômage, demande globale.</p>

**2. Mondialisation, finance internationale et intégration européenne**

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>2.1 Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?</b>	Avantage comparatif, dotation factorielle, libre-échange et protectionnisme, commerce intra-firme, compétitivité prix et hors prix, délocalisation, externalisation, firmes multinationales, spécialisation.	<p>En partant d'une présentation stylisée des évolutions du commerce mondial et en faisant référence à la notion d'avantage comparatif <del>introduite en première,</del> on s'interrogera sur les déterminants des échanges internationaux de biens et services et de la spécialisation. On analysera les avantages et les inconvénients des échanges internationaux pour les producteurs comme pour les consommateurs. On présentera à cette occasion les fondements des politiques protectionnistes et on en montrera les risques. En s'appuyant sur des données concernant le commerce intra-firme et sur des exemples d'entreprises multinationales, on abordera la mondialisation de la production. On analysera</p>

		<p>les choix de localisation des entreprises et leurs stratégies d'internationalisation. On étudiera à cette occasion les principaux déterminants de la division internationale du travail, en insistant sur le rôle des coûts de transport et de communication. On montrera que la différenciation des produits peut être à l'origine <b>et la recherche</b> d'une compétitivité hors prix.</p> <p><b>On s'interrogera sur les effets d'une variation des cours de change sur l'économie des pays concernés.</b></p> <p>On explicitera enfin la complexité des conséquences de cette internationalisation sur les pays d'accueil.</p> <p><b>Acquis de première</b> : gains à l'échange, spécialisation, échange marchand.</p>
<b>2.2 Comment s'opère le financement de l'économie mondiale ?</b>	Balance des paiements, flux internationaux de capitaux, devises, marché des changes, spéculation.	<p>On identifiera les grands soldes de la balance des paiements afin d'en donner une interprétation économique.</p> <p>On présentera de façon élémentaire le fonctionnement du marché des changes ainsi que les principaux déterminants de l'offre et de la demande de devises. En ayant recours à une représentation graphique simple, on montrera comment se détermine le taux de change.</p> <p>On s'interrogera sur les effets d'une variation des cours de change sur l'économie des pays concernés. Sans entrer dans des développements historiques ou théoriques, on présentera la distinction entre changes fixes et changes flottants. On s'interrogera sur l'ampleur et les déterminants des flux internationaux de capitaux.</p> <p><b>Acquis de première</b> : offre, demande, banque centrale, fonctions de la monnaie, taux d'intérêt.</p>
<b>2.3 Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?</b>	Euro, union économique et monétaire.	<p>Sans entrer dans le détail des évolutions historiques, on rappellera qu'en se dotant d'un grand marché intérieur et d'une monnaie unique, les pays européens mènent une expérience originale d'intégration plus étroite de leurs économies. On montrera que l'union monétaire revêt une importance particulière dans le contexte monétaire et financier international, et qu'elle renforce les interdépendances entre les politiques macroéconomiques des Etats membres. On s'interrogera sur les difficultés de la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne.</p> <p><b>Acquis de première</b> : banque centrale, politique budgétaire, politique monétaire, <b>politique conjoncturelle</b>.</p>

### 3. Économie du développement durable

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?</b>	Capital naturel, physique, humain, social et institutionnel, biens communs, soutenabilité.	<p>Après avoir souligné que le développement et le bien-être ne se résument pas à la croissance économique, on montrera, en illustrant par des exemples, que le bien-être des populations résulte de l'interaction de quatre types de capital (naturel, physique produit, humain, social et institutionnel).</p> <p>On expliquera pourquoi l'analyse économique du développement durable, qui se fonde sur la préservation des possibilités de développement pour les générations futures, s'intéresse au niveau et à l'évolution des stocks de chaque type de capital (accumulation et destruction) ainsi qu'à la question décisive du degré de substitution entre ces différents capitaux. On évoquera, à l'aide d'exemples, les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique (épuisement des ressources énergétiques et des réserves halieutiques, déforestation, augmentation de la concentration des gaz à effet de serre, etc.). On soulignera à ce propos que le PIB n'a pas été conçu pour évaluer la soutenabilité de la croissance.</p> <p><b>Acquis de première</b> : externalités, biens collectifs, capital social.</p>

<p><b>3.2 Quels instruments économiques pour la politique climatique ?</b></p>	<p>Règlementation, taxation, marché de quotas d'émission.</p>	<p>L'exemple de la politique climatique permettra d'analyser les instruments dont disposent les pouvoirs publics pour mener des politiques environnementales. En lien avec le programme de première sur les marchés et leurs défaillances, on montrera la complémentarité des trois types d'instruments que sont la réglementation, la taxation, les marchés de quotas d'émission. On remarquera que, si les marchés laissés à eux-mêmes ne peuvent résoudre les problèmes, ils peuvent constituer un instrument d'action si le contexte institutionnel adapté est mis en place. Pour l'analyse de ces instruments, les exercices et la représentation graphique seront privilégiés.</p> <p><b>Acquis de première</b> : externalités, institutions marchandes, droits de propriété, offre et demande, allocation des ressources, défaillances du marché.</p>
<p><b>3.1 La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ?</b></p>	<p><i>Capital naturel, physique, humain, institutionnel, biens communs, soutenabilité, réglementation, taxation, marché de quotas d'émission</i></p>	<p><i>On expliquera pourquoi l'analyse économique du développement durable, qui se fonde sur la préservation des possibilités de développement pour les générations futures, s'intéresse au niveau et à l'évolution des stocks de chaque type de capital (accumulation et destruction) ainsi qu'à la question décisive du degré de substitution entre ces différents capitaux. On évoquera, à l'aide d'exemples, les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique (épuisement des ressources énergétiques et des réserves halieutiques, déforestation, augmentation de la concentration des gaz à effet de serre, etc.).</i></p> <p><i>L'exemple de la politique climatique permettra d'analyser les instruments dont disposent les pouvoirs publics pour mener des politiques environnementales. En lien avec le programme de première sur les marchés et leurs défaillances, on montrera la complémentarité des trois types d'instruments que sont la réglementation, la taxation, les marchés de quotas d'émission.</i></p> <p><i>Acquis de première</i> : externalités, droits de propriété, offre et demande, défaillances du marché.</p>

## Sociologie (durée indicative : 50 heures)

### 1. Classes, stratification et mobilité sociales

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<p><b>1.1 Comment analyser la structure sociale ?</b></p>	<p>Classes sociales, groupes de statut, catégories socio-professionnelles.</p>	<p>On présentera les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ainsi que leurs prolongements contemporains et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structuration sociale. On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie) et on se demandera dans quelle mesure cette multiplicité contribue à brouiller les frontières de classes.</p> <p><b>Acquis de première</b> : groupe social.</p>
<p><b>1.1 Comment analyser la structure sociale ?</b></p>	<p>Inégalités économiques, inégalités sociales, classes sociales, groupes de statut, catégories socio-professionnelles.</p>	<p>On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif. On procédera à des comparaisons en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés.</p> <p>On présentera les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ainsi que leurs prolongements contemporains et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structuration sociale. On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie).</p>

		<b>Acquis de première</b> : salaire, revenu, profit, revenus de transfert, groupe social.
<b>1.2 Comment rendre compte de la mobilité sociale ?</b>	Mobilité intergénérationnelle/intragénérationnelle, mobilité observée, fluidité sociale, déclassement, capital culturel, paradoxe d'Anderson.	Après avoir distingué la mobilité sociale intergénérationnelle d'autres formes de mobilité (géographique, professionnelle), on se posera le problème de sa mesure à partir de l'étude des tables de mobilité sociale dont on soulignera à la fois l'intérêt et les limites. <del>On distinguera la mobilité observée et la mobilité relative (fluidité sociale)</del> <b>On distinguera la mobilité observée et la fluidité sociale</b> et on mettra en évidence l'existence de flux de mobilité verticale (ascendante et descendante) et horizontale. On étudiera différents déterminants de la mobilité et de la reproduction sociale : l'évolution de la structure socioprofessionnelle, le rôle de l'école et de la famille. <b>Acquis de première</b> : groupe d'appartenance, groupe de référence, socialisation anticipatrice, capital social.

## 2. Intégration, conflit, changement social

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>2.1 Quels liens sociaux dans des sociétés où s'affirme le primat de l'individu ?</b>	Solidarité mécanique/organique, cohésion sociale.	Après avoir présenté l'évolution des formes de solidarité selon Durkheim, on montrera que les liens nouveaux liés à la complémentarité des fonctions sociales n'ont pas fait pour autant disparaître ceux qui reposent sur le partage de croyances et de valeurs communes. On traitera plus particulièrement de l'évolution du rôle des instances d'intégration (famille, école, travail, État) dans les sociétés contemporaines et on se demandera si cette évolution ne remet pas en cause l'intégration sociale. <b>Acquis de première</b> : socialisation, capital social, sociabilité, anomie, désaffiliation, disqualification, réseaux sociaux.
<b>2.2 La conflictualité sociale : pathologie, facteur de cohésion ou moteur du changement social ?</b>	Conflits sociaux, mouvements sociaux, régulation des conflits, syndicat.	On montrera que les conflits peuvent être appréhendés à partir de grilles de lecture contrastées : comme pathologie de l'intégration ou comme facteur de cohésion ; comme moteur du changement social ou comme résistance au changement. <del>En s'appuyant sur quelques exemples, on s'interrogera sur la pertinence respective de ces différents cadres d'analyse en fonction de la nature des conflits et des contextes historiques.</del> On s'intéressera plus particulièrement aux mutations des conflits du travail et des conflits sociétaux en mettant en évidence la diversité des acteurs, des enjeux, des formes et des finalités de l'action collective. <b>Acquis de première</b> : groupe d'intérêt, conflit.

## Regards croisés (durée indicative : 40 heures)

### 1. Justice sociale et inégalités

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>1.1 Comment analyser et expliquer les inégalités ?</b>	Inégalités économiques, inégalités sociales.	On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif. On procédera à des comparaisons aux niveaux européen et international en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés. On montrera que le niveau et l'évolution des inégalités sont liés à des facteurs multiples : origine et appartenance sociales, formation, accumulation patrimoniale, genre, génération, etc. <b>Acquis de première</b> : salaire, revenu, profit, revenus de transfert.
<b>1.1 Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?</b>	Égalité, équité, discrimination, méritocratie, assurance/assistance, services collectifs,	On s'interrogera sur les fondements des politiques de lutte contre les inégalités en les reliant à la notion de justice sociale ; on rappellera à ce propos que toute conception de la justice doit répondre à la question : « L'égalité de quoi ? ». On distinguera égalité des droits, égalité des situations et

	fiscalité, prestations et cotisations sociales, redistribution, protection sociale.	égalité des chances. On précisera qu'il n'y a pas lieu d'opposer les notions d'égalité et d'équité. Pour cela, on montrera que le degré d'égalité est un fait et peut se mesurer alors que l'équité, qui renvoie au sentiment de ce qui est juste ou injuste, est un jugement qui se fonde sur un choix éthique ou politique sous-tendu par un système de valeurs. On analysera les principaux moyens par lesquels les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale : fiscalité, redistribution et protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations. On montrera que l'action des pouvoirs publics s'exerce sous contrainte et qu'elle fait l'objet de débats quant à son efficacité et aux : risques de désincitation et d'effets pervers. <b>Acquis de première</b> : État-providence, prélèvements obligatoires, revenus de transfert.
--	---	--

## 2. Travail, emploi, chômage

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<p><b>2.1 Comment s'articulent marché du travail et organisation dans la gestion de l'emploi ?</b></p> <p><b>2.1 Comment s'articulent marché du travail et gestion de l'emploi ?</b></p>	Taux de salaire réel, coût salarial unitaire, salaire d'efficience, salaire minimum, contrat de travail, conventions collectives, partenaires sociaux, segmentation du marché du travail, normes d'emploi.	En se limitant à une présentation graphique simple et en insistant sur les déterminants de l'offre et de la demande, on expliquera l'analyse néo-classique du fonctionnement du marché du travail. Pour rendre compte de la spécificité de la relation salariale, on montrera l'intérêt de relâcher les hypothèses du modèle de base en introduisant principalement les hypothèses d'hétérogénéité du facteur travail et d'asymétrie d'information. À partir de quelques exemples, on montrera que le taux de salaire dépend également du résultat de négociations salariales et de l'intervention de l'État et que celle-ci ne se limite pas à la question du salaire. On soulignera, en s'appuyant sur le programme de première, que l'institutionnalisation de la relation salariale, qui est un enjeu majeur des relations professionnelles, résulte à la fois du conflit et de la coopération. <b>Acquis de première</b> : salaire, marché, productivité, offre et demande, prix et quantité d'équilibre, prisme de prix, rationnement, asymétries d'information, hiérarchie, coopération, conflit, institutions marchandes.
<b>2.2 Quelles politiques pour l'emploi ?</b>	Flexibilité du marché du travail, taux de chômage, taux d'emploi, qualification, demande anticipée, équilibre de sous-emploi, salariat, précarité, pauvreté.	À l'aide de données empiriques françaises et étrangères, on mettra en évidence le caractère dynamique du marché du travail en donnant des indications sur les flux bruts de création et de destruction d'emplois. On soulignera que, dans certains cas, le chômage peut être à l'origine d'un processus d'exclusion. Afin de montrer que la diversité des formes et des analyses du chômage explique la pluralité des politiques, on analysera les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale pour lutter contre le chômage keynésien, les politiques d'allègement du coût du travail pour lutter contre le chômage classique, les politiques de formation et de flexibilisation pour réduire la composante structurelle du chômage. On soulignera que les politiques de l'emploi sont aussi fondées sur la prise en compte du rôle du travail et de l'emploi dans l'intégration sociale. On se demandera en quoi ce lien entre travail et intégration sociale est fragilisé par certaines évolutions de l'emploi. <b>Acquis de première</b> : chômage, productivité, demande globale, politique monétaire, politique budgétaire, rationnement.

Savoir-faire applicables aux données quantitatives et aux représentations graphiques

L'enseignement des sciences économiques et sociales doit conduire à la maîtrise de savoir-faire quantitatifs, qui

ne sont pas exigés pour eux-mêmes mais pour exploiter des documents statistiques ou pour présenter sous forme graphique une modélisation simple des comportements économiques ou sociaux.

Calcul, lecture, interprétation

- Proportions, pourcentages de répartition (y compris leur utilisation pour transformer une table de mobilité en tables de destinée et de recrutement)
- Moyenne arithmétique simple et pondérée
- Évolutions en valeur et en volume
- Propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner
- Élasticité comme rapport d'accroissements relatifs
- Écarts et rapports interquantiles
- Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indices simples et pondérés

Lecture et interprétation

- Corrélation et causalité
- Tableaux à double entrée
- Taux de croissance moyen
- Médiane, écart-type
- Élasticité prix de la demande et de l'offre, élasticité revenu de la demande, ~~élasticité de court terme et élasticité de long terme~~
- Représentations graphiques : courbes de Lorenz, histogrammes, diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques, y compris les graphiques semi-logarithmiques
- Représentation graphique de fonctions simples (offre, demande, coût) et interprétation de leurs pentes et de leurs déplacements

## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ - SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

### 1. Le système politique démocratique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>1.1 Quelles sont les composantes institutionnelles des régimes politiques démocratiques ?</b>	Régime parlementaire, régime semi-présidentiel, régime présidentiel.	Largement ouvert à des illustrations historiques et comparées, ce thème sensibilisera les élèves à la diversité des solutions constitutionnelles mises en œuvre dans les démocraties occidentales pour séparer le pouvoir exécutif du pouvoir législatif. <b>Acquis de première</b> : État de droit.
<b>1.2 Comment s'organise la compétition politique en démocratie ?</b>	Pluralisme politique, modes de scrutin, parité, démocratie délibérative.	Centré sur le gouvernement représentatif, ce point permettra d'étudier les enjeux socio-politiques de la compétition électorale contemporaine. Une attention particulière sera accordée à la place des organisations partisanes et aux effets des modes de scrutin (majoritaire, proportionnel notamment) sur la sélection des gouvernants. On identifiera les biais liés au genre et la difficulté particulière rencontrée pour assurer une représentation équitable des deux sexes en politique. On s'interrogera sur les évolutions de la vie démocratique contemporaine en Europe et notamment les places respectives de la démocratie représentative et d'autres figures de la démocratie (participative, délibérative). <b>Acquis de première</b> : démocratie représentative, démocratie participative.
<b>1.3 Quelle est la contribution des organisations politiques au fonctionnement de la démocratie ?</b>	Mobilisation électorale, société civile organisée, <b>groupe d'intérêt</b> .	On étudiera la contribution des partis politiques à la mobilisation des électeurs et à la politisation de ces derniers. On évoquera, à partir d'exemples historiques ou comparés, la contribution d'autres organisations (syndicats, associations, groupes d'intérêt, <del>ete</del> ) au fonctionnement des démocraties actuelles (coopération, contestation et influence). <b>Acquis de première</b> : <del>groupe d'intérêt</del> .

### 2. La participation politique

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>2.1 Quelle est l'influence de la culture</b>	Culture politique/ <del>civique</del> , socialisation politique,	On montrera que les attitudes politiques reflètent souvent des cultures politiques particulières mais aussi

<b>politique sur les attitudes politiques ?</b>	comportements politiques.	des modes de socialisation (primaire comme secondaire) spécifiques. La question de l'identification partisane et celle du clivage gauche/droite fourniront des illustrations simples de ces processus de formation des dispositions politiques. <b>Acquis de première</b> : socialisation primaire, socialisation secondaire.
<b>2.2 Quels sont les répertoires de l'action politique aujourd'hui ?</b>	Répertoires d'action politique.	Tout en insistant sur l'importance de l'acte électoral et de son rituel, on proposera une conception ouverte de la notion de répertoire d'action politique ne se résumant pas à la pratique régulière du vote. On présentera notamment les dimensions individuelles comme collectives de l'action de protestation politique. L'évolution des répertoires d'action politique sera appréciée tant dans le temps long des transformations de l'ordre politique démocratique que dans le temps court de la conjoncture politique.
<b>2.3. Comment expliquer le comportement électoral ?</b>	Participation et abstention électorale, variables lourdes du comportement électoral, vote sur enjeu.	On analysera l'évolution des taux d'inscription sur les listes électorales, des taux de participation et/ou d'abstention et leurs déterminants sociaux et politiques. Les principaux résultats de la sociologie de l'orientation électorale seront présentés (poids de la variable religieuse, vote de classe, etc.). L'évocation de l'émergence d'un vote sur enjeu, influencé par les conjonctures politiques (campagnes électorales notamment), permettra de prendre la mesure de la volatilité électorale. La question de l'articulation entre médias, communication et vie politique sera également abordée afin de comprendre son éventuel impact sur les attitudes politiques (pratiques et opinions).

### 3. L'ordre politique européen

Thèmes et questionnements	Notions	Indications complémentaires
<b>3.1 Quel est l'impact de la construction européenne sur l'action publique ?</b>	Principe de subsidiarité, gouvernance multi-niveaux.	On présentera les caractéristiques institutionnelles (Parlement européen, Commission européenne, Conseil européen) et politiques de l'Union européenne. À partir de quelques exemples, on présentera les effets de la construction européenne sur la conduite de l'action publique. <b>Acquis de première</b> : action publique.
<b>3.2 Vers un ordre politique supranational ?</b>	Systeme politique européen, citoyenneté européenne.	On s'interrogera sur les transformations démocratiques qui accompagnent la construction communautaire. La question du devenir post-national de l'ordre politique européen servira de support à cette réflexion. <b>Acquis de première</b> : citoyenneté, souveraineté, État unitaire, État fédéral.

Savoir-faire applicables aux données quantitatives et aux représentations graphiques

L'enseignement de sciences sociales et politiques doit conduire à la maîtrise de savoir-faire quantitatifs, qui ne sont pas exigés pour eux-mêmes mais pour exploiter des documents statistiques.

Calcul, lecture, interprétation

- Proportions, pourcentages de répartition
- Moyenne arithmétique simple et pondérée, médiane, écart-type
- Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indices simples et pondérés
- Taux de participation électorale
- Taux de mobilisation électorale

Lecture et interprétation

- Tableaux à double entrée
- Représentations graphiques : histogrammes, diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques
- Indice d'Alford
- Indice de volatilité électorale



## ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ - ÉCONOMIE APPROFONDIE

### 1. Économie et démographie

Thèmes et questionnement	Notions	Indications complémentaires
1.1. Comment la dynamique démographique influence-t-elle sur la croissance économique ?	Mouvement naturel, mouvement migratoire, population active, épargne, accumulation du capital, cycle de vie.	On présentera les grandes évolutions démographiques séculaires et on montrera, notamment à l'aide de comparaisons européennes, les différences dans les dynamiques démographiques nationales. En partant de la diversité des taux d'épargne des pays, on introduira la notion de cycle de vie, qui permet une représentation simple des choix individuels de consommation et d'épargne. On montrera qu'elle implique un lien entre l'évolution des structures démographiques (transition, vieillissement, etc.), l'accumulation patrimoniale et la croissance économique. <del>On s'interrogera sur la relation, en économie ouverte, entre épargne, investissement et solde courant de la balance des paiements.</del> <b>Acquis de première</b> : <del>équilibre emplois/ressources,</del> allocation des ressources.
1.2. Quel est l'impact des variables économiques et démographiques sur le financement de la protection sociale ?	Répartition/capitalisation, taux de remplacement, ratio de dépendance, incitations pécuniaires, aléa moral, sélection adverse.	On s'appuiera sur les exemples des retraites et de la santé en privilégiant le cas de la France. On exposera les principes de base des deux grands types de régimes de retraite (répartition et capitalisation). On s'interrogera sur les choix possibles en matière de ressources de ces régimes, de taux de remplacement, de durée de cotisation. On montrera comment la gestion des systèmes de santé est confrontée à la question de l'articulation entre une régulation marchande et une régulation administrée : dans les deux cas se posent des problèmes d'incitation et d'asymétrie d'information (tarification à l'acte ou budget global, liberté d'installation et équité dans l'offre de soin, ticket modérateur, etc.). <b>Acquis de première</b> : prélèvements obligatoires, production marchande et non marchande, asymétries d'information, <del>relation d'agence,</del> <del>fonctions économiques de l'État,</del> revenus de transfert, solidarité, État-providence.

### 2. Stratégies d'entreprises et politique de concurrence dans une économie globalisée

Thèmes et questionnement	Notions	Indications complémentaires
2.1. Dans quelles circonstances les entreprises peuvent-elles exercer un pouvoir de marché ?	Monopole discriminant, barrière à l'entrée, faiseur de prix.	En faisant référence au programme de première, on rappellera la diversité des structures de marché et la notion de pouvoir de marché, qui permet aux entreprises d'élaborer des stratégies concurrentielles. On analysera la nature et la variété des barrières à l'entrée qui expliquent l'existence d'un pouvoir de marché et sa persistance. À l'aide d'exemples simples (tarification dans les transports, dans les télécommunications, etc.), on étudiera les stratégies de prix du monopole discriminant. <b>Acquis de première</b> : oligopole, monopole, pouvoir de marché, preneur de prix, coût moyen/marginal, recette moyenne/marginale.
2.2 Quel est le rôle de la politique de la concurrence ?	Abus de position dominante, cartel de producteurs, marché pertinent.	En s'appuyant sur des exemples, on montrera que la politique de la concurrence s'exerce non seulement à l'égard des entreprises mais aussi en matière d'intervention publique. On soulignera que cette politique est source de débats quant à la place de l'État dans la production de services

		collectifs et dans la mise en œuvre de la politique industrielle. On présentera quelques cas dans lesquels les autorités de la concurrence, en France et à l'échelon européen, sont intervenues pour protéger les intérêts des consommateurs. <b>Acquis de première</b> : fonctions économiques de l'État, marchés concurrentiels, marchés imparfaitement concurrentiels, pouvoir de marché.
--	--	---

### 3. Instabilité financière et régulation

Thèmes et questionnement	Notions	Indications complémentaires
<b>3.1. Qu'est ce que la globalisation financière ?</b>	Actifs financiers, devises, intermédiation financière.	On présentera les principaux marchés financiers (marchés des changes et marchés des capitaux) et le rôle économique de chacun d'entre eux. On identifiera les différents acteurs y réalisant des transactions (entreprises, investisseurs institutionnels, etc.). On insistera sur l'interdépendance des différents marchés et sur l'importance de l'information pour leur fonctionnement. On analysera le triple processus de désintermédiation, déréglementation et décloisonnement qui caractérise l'évolution des marchés des capitaux depuis les années 1990 et conduit à la constitution d'un marché mondial des capitaux. <b>Acquis de première</b> : financement direct/indirect, taux d'intérêt, <del>risque de crédit</del> .
<b>3.2. Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?</b>	Aléa moral, risque systémique, comportement mimétique, régulation.	On présentera les mécanismes susceptibles d'engendrer un choc systémique, en insistant particulièrement sur les déséquilibres macro-économiques, les anticipations mimétiques et l'aléa moral. L'exemple d'un marché <del>de matières premières</del> permettra d'illustrer les problèmes posés par la volatilité des cours. On présentera quelques instruments de régulation des marchés financiers : réglementation prudentielle, contrôle des agents et activités soumis au risque de conflits d'intérêts (agences de notation, titrisation, etc.), <del>contrôle de la finance dérégulée (paradis fiscaux, fonds spéculatifs, etc.)</del> , mesures visant une plus grande transparence des marchés. <b>Acquis de première</b> : asymétrie d'information, risque de crédit, <del>bilan</del> .

#### Savoir faire applicables aux données quantitatives et aux représentations graphiques

L'enseignement d'économie approfondie doit conduire à la maîtrise de savoir-faire quantitatifs, qui ne sont pas exigés pour eux-mêmes mais pour exploiter des documents statistiques ou pour présenter sous forme graphique une modélisation simple des comportements économiques ou sociaux.

#### Calcul, lecture, interprétation

- Proportions, pourcentages de répartition
- Moyenne arithmétique simple et pondérée, médiane, écart-type
- Évolutions en valeur et en volume
- Propensions moyenne et marginale à consommer et à épargner
- Élasticité comme rapport d'accroissements relatifs
- Mesures de variation : coefficient multiplicateur, taux de variation, indices simples et pondérés

#### Lecture et interprétation

- Corrélation et causalité
- Tableaux à double entrée
- Taux de croissance moyen
- Représentations graphiques : histogrammes, diagrammes de répartition, représentation des séries chronologiques, y compris les graphiques semi-logarithmiques
- Représentation graphique de fonctions simples (offre, demande, coût) et interprétation de leurs pentes et de leurs déplacements